

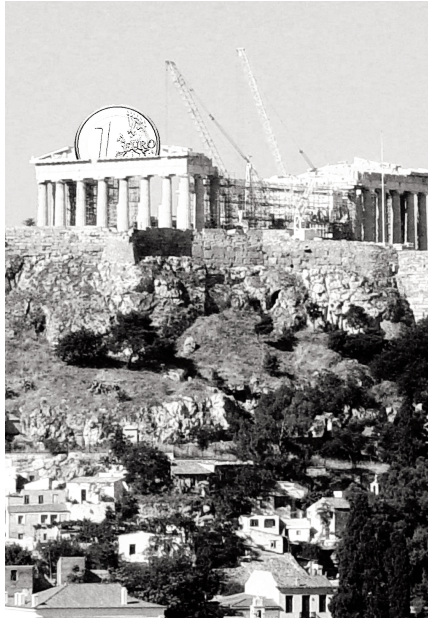
# A qui la faute ?

## France et Allemagne au cœur de la crise de l'euro

François Talcy\*

» L'Europe en crise récuse certes toutes les critiques, faisant valoir que les Européens préfèrent la large concertation aux décisions hâtives, mais l'impression que résumément à la fois les discours isolés de quelques dirigeants politiques et les titres de la presse montre qu'après la crise bancaire américaine de 2008 et la crise financière mondiale en 2009, la crise grecque et celle de l'euro en 2010 se sont vite transformées en une crise de confiance.

Chacun y va de son propre jugement, de sa propre analyse, de ses propres recommandations, mais aussi de ses propres critiques envers le voisin. La relation franco-allemande s'en trouve largement égratignée. Henri Weber par exemple : le député socialiste au Parlement de Strasbourg note dans une tribune publiée par *Le Monde* que l'Allemagne et ses alliés d'Europe du Nord, souhaitant préserver un euro fort, pourraient demander aux pays du Sud, France comprise, « de réduire leurs dépenses publiques, ou en cas de refus ou d'échec, de sortir de l'euro ». Le député socialiste pense cependant



que si l'euro chute en deçà d'un certain seuil, « c'est l'Allemagne elle-même qui pourrait sortir de l'euro et rétablir le mark fort et une zone mark ». Mais il y a un autre scénario : « comme toujours, de-

*puis soixante ans, l'Europe avance à la faveur de ses crises ». Henri Weber n'exclut pas un second souffle européen, dont la force motrice est le couple franco-allemand, « réactivé en vue de la présidence française du G20 en 2011 ». D'ailleurs, « le solo de l'Allemagne dans la mondialisation n'est pas une perspective réaliste », écrit-il : « L'industrie allemande sera à son tour victime des dumpings monétaire, social, financier, environnemental pratiqués par certains grands émergents. »*

La presse allemande hésite dans ses critiques : « La direction de la zone euro ressemble à une basse-cour effarouchée », écrit par exemple la *Frankfurter Rundschau*, « Berlin demeure isolé sur ses positions. Il doit tenir compte de son opinion publique, qui rejette toute idée de soutien à la Grèce. » *Die Welt* pour

L'évolution de la crise de l'euro est plus largement décrite dans ce numéro, dans le cadre de la chronologie des mois d'avril à juin 2010, pages 112 et 115.

\* François Talcy est journaliste indépendant.

sa part craint que « l'Allemagne risque peu à peu de devenir le souffre-douleur de l'Europe » et souhaite que l'Europe retrouve enfin une direction et des modèles politiques : « Il a rarement été aussi simple de poser des normes sur le Vieux Continent. Madame Merkel, prenez la barre ! » Accusée de vouloir replier l'Allemagne sur elle-même pour en faire « une grande Suisse ou une petite Chine », la chancelière a tenu à mettre les points sur les i dans un entretien accordé au *Monde* (à lire sur [lemonde.fr](http://lemonde.fr)). « Pour l'Allemagne, la culture de stabilité ou de solidité n'est pas négociable », déclare Angela Merkel, qui insiste sur le fait, stipulé dans les traités, que « l'appartenance à la zone euro ne saurait donner naissance à une Union faite de transferts financiers ». Elle rejette par ailleurs sur son prédécesseur, le chancelier Gerhard Schröder, et sur l'ancien président français, Jacques Chirac, la responsabilité d'un débat mené jusqu'ici sans l'intensité nécessaire. A son avis, ils « ont commis une erreur en 2004 en faisant pression pour amollir le pacte de stabilité. Cela a affaibli la culture de stabilité en Europe ».

### Zerstörtes Vertrauen

„Das deutsche Verbot von Leerverkäufen ist die falsche Entscheidung im falschen Moment. Im Grunde garantiert nichts dafür, dass eine solche Maßnahme, die auf ein Land beschränkt ist, neue Angriffe auf die europäischen Staatsschulden verhindert. Im derzeitigen von Nervosität geprägten Klima kann sich eine solche Ankündigung nur katastrophal auf das Vertrauen der Akteure in der Eurozone auswirken. Sie verdeutlicht, dass es keine Abstimmung zwischen den Staaten gibt, wie die zurückhaltende Reaktion von Paris bestätigt. Der Alleingang Berlins zeigt eigentlich, dass der Plan für eine koordinierte Reform der weltweiten Finanzregulierung, der bei jedem G20-Gipfel wiederholt wird, ein reines Trugbild ist.“

Les Echos, 20. Mai 2010

Une semaine plus tard, l'hebdomadaire *Der Spiegel* publie une interview de Joschka Fischer, dans laquelle l'ancien ministre des Affaires étrangères du chancelier Schröder n'est pas particulièrement tendre avec Angela Merkel : « Angela Mer-

kel a eu son rendez-vous avec l'histoire dans les dernières semaines. Mais, à la différence de Helmut Kohl après le 9 novembre 1989 ou de Gerhard Schröder après le 11 septembre 2001, elle l'a complètement raté. » Il reprend les principaux reproches formulés par l'opposition en Allemagne et dans la plupart des éditoriaux, notamment en France : « S'il n'y avait pas eu la chancelière, l'Europe aurait pu agir beaucoup plus tôt. Et c'est Sarkozy et Berlusconi qui ont pris l'initiative, pas notre gouvernement. La chancelière n'a pu que donner son accord. » Il note que les Allemands doivent toujours supporter la plus grande part du financement, « et c'est le président français qui reçoit les éloges ». Mais il regrette que personne n'explique pourquoi l'Allemagne a toujours payé : « Parce qu'elle est en fait le grand gagnant en Europe. »

Après avoir adopté le 7 mai un programme de prêts pour aider la Grèce, les députés du *Bundestag* apprennent quelques heures plus tard qu'ils devront approuver un second sacrifice pour sauver l'euro cette fois par un plan de stabilisation financière de 750 milliards d'euros. C'est surtout pour amadouer l'opposition parlementaire qu'Angela Merkel, à la recherche d'une large majorité, décide, unilatéralement, de combattre les spéculateurs en interdisant les ventes à découvert nues sur une série d'instruments de la zone euro. Décision annoncée presque en catimini par l'autorité allemande de régulation des secteurs bancaire et financier. A la tribune du *Bundestag*, la chancelière déclare que « l'euro est en danger » et ajoute que « si l'euro échoue, l'Europe échoue ».

Réponse quasiment immédiate de la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde, dans un entretien à la radio RTL : « L'euro n'est absolument pas en danger. » Après avoir précisé que la France ne suivrait pas l'Allemagne sur la voie engagée par Berlin, « discutable dans ses modalités », la ministre a tenu néanmoins à relativiser la crise supposée entre les deux pays : « On est en train de construire les pièces qui manquaient à la maison euro et cette construction nécessite un consensus, des confrontations », ajoutant que cette mesure doit être prise en concertation au niveau européen.

Le président de l'*Eurogroupe*, Jean-Claude Juncker, a critiqué lui aussi publiquement l'unilatéralisme de la décision allemande. Et les marchés

ont mal réagi à la suite de ces nouveaux désaccords franco-allemands. Ces mesures de régulation financière sont certes soutenues par la Commission européenne, mais Bruxelles également aurait souhaité une consultation préalable. Dans la rubrique des chroniqueurs de l'agence économique *Reuters Breakingviews*, publiée par *Le Monde*, Pierre Brianchon estime que « *l'Allemagne mine l'euro* » et parvient à la conclusion qu'« *il n'y a aucune raison de presser la marche au prétexte qu'Angela Merkel a décidé de jouer les Terminator avec les marchés financiers* ».

Plus inattendu : le plan européen du 9 mai sur le fonds de stabilisation (qui a succédé au plan du 2 mai sur les aides à la Grèce), adopté à la majorité par la Banque centrale européenne (BCE) de Francfort, a fait l'objet de critiques de la part du directeur de la *Bundesbank*, Axel Weber, pressenti pour succéder en 2011 à Jean-Claude Trichet à la tête de la banque européenne. L'économiste allemand de la BCE, Jürgen Starck, estime quant à lui que toutes ces mesures n'avaient pour objectif que de « *gagner du temps* », propos repris par la chancelière elle-même et vivement critiqué par le premier ministre belge démissionnaire, Yves Leterme, qui déclare que « *l'on ne pouvait pas, comme Madame Merkel, mettre en doute la faisabilité des mesures* ». Et le directeur général du Fonds Monétaire International, Dominique Strauss-Kahn, interrogé sur les plateaux de la télévision française, n'hésite pas, même implicitement, à désigner l'Allemagne comme responsable de l'aggravation de la crise en estimant que « *si le problème avait été géré en février, le coût aurait été moins important* ». Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, complète à son tour le tableau en accusant le gouvernement allemand, dans les colonnes de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, de trop peu défendre l'euro : « *Les hommes politiques doivent aussi dire que l'économie allemande irait beaucoup plus mal sans l'euro* », ajoute-t-il pour qualifier de « *naïve* » la proposition de Berlin de modifier le traité de l'Union européenne. Berlin avait évoqué l'idée de retirer les droits de vote aux pays qui ne respecteraient pas les règles budgétaires de l'Union.

Dans *La Croix*, l'avocat et essayiste Laurent Cohen-Tanugi prend néanmoins la défense de la

chancelière. « *Il serait plus constructif, et plus juste dans la durée, de saluer l'importance politique et économique du plan de sauvetage de 750 milliards d'euros adopté le 9 mai 2010, le courage politique*

### Demokratiedefizit

*„Der Vorschlag von EU-Kommissionspräsident José Manuel Barroso, die Haushalte der Euroländer von der EU überwachen zu lassen, hat sofort Unbehagen und Wut ausgelöst. Das war unvermeidlich. Er wirkt wie Bevormundung und ist damit das genaue Gegenteil von der Notwendigkeit intelligenter Abstimmung. Zudem ist es eigenartig, um nicht zu sagen schockierend, dass er an eine Überwachung der Haushalte denkt, ohne zuvor eine ernsthafte und glaubwürdige Regulierung der Finanzmärkte durchgesetzt zu haben. Letztendlich, und das ist der wesentliche Punkt, verdeutlicht diese Initiative wieder einmal das Demokratiedefizit Europas. Ohne Zweifel sind die europäischen Völker nicht bereit, ein Staatenbündnis zu akzeptieren, auch wenn es der logische Schlusspunkt des gemeinsamen Unternehmens ist, das vor sechzig Jahren begann.“*

*Le Monde*, 14. Mai 2010

d'Angela Merkel, le pragmatisme de la BCE, la levée du tabou sur le mot intégration, qui avait depuis longtemps disparu du vocabulaire européen, voire les vertus économiques d'un ajustement de l'euro à la baisse », écrit l'auteur.

D'autres néanmoins préfèrent voir le rôle joué par la France dans ce sauvetage. Pour Jean-Marie Colombani, dans l'hebdomadaire *Challenges*, le président Nicolas Sarkozy, le banquier central Jean-Claude Trichet et le patron du FMI Dominique Strauss-Kahn ont joué en effet « *un rôle-clé dans l'écriture de cette page d'histoire* ». Trois Français donc, même si le directeur général du Fonds monétaire s'est trouvé impliqué par défaut, « *puisque c'est le refus de l'Allemagne d'une aide à la Grèce exclusivement européenne qui a obligé le FMI à intervenir* ».

Dans un dossier intitulé « *L'Allemagne paiera tout compte fait* » (avec une mise en page mettant le mot paiera en exergue), *Le Monde* rappelle les gros titres populistes, voire xénophobes, d'une cer-

taine presse allemande contre ces « Grecs qui veulent notre argent » et résume son analyse par ces mots : « *Être européen, c'est être responsable, disent les Allemands. Être européen, c'est être solidaire, rétorquent les Français.* » L'orthodoxie économique de l'Allemagne, poursuit le quotidien, a ébranlé la cohésion européenne et la confiance des marchés.

### Mannschaftsgeist beweisen

„Wir sind alle verärgert und frustriert. Und daher – Bundeskanzlerin Merkel hat da völlig recht – muss man die Regeln des Stabilitäts- und Wachstumspaktes verschärfen. Wir müssen weiter gehen, als nur das Defizit und das Verhältnis von Verschuldung und Bruttoinlandsprodukt (BIP) zu messen. Man muss auch die Entwicklung der Wettbewerbsfähigkeit der Volkswirtschaften kontrollieren und verbessern. Man muss gründlich prüfen, ob die Schuldenlast der Staaten tragbar ist – nicht nur über ein bis drei Jahre. Und man muss zu einer Annäherung unserer Wirtschaftsmodelle und zu einer Konvergenz unserer Wirtschaftspolitiken kommen. Wir sollen unsere Wirtschaftsmodelle mit Blick auf die Solidität des ganzen Euroraumes ausrichten. Man muss also auf die Exporte achten, aber auch auf die Importe und den Inlandskonsum. Dabei sollte jeder Mannschaftsgeist beweisen. Unsere Unterschiede in Europa dürfen uns nicht alle zusammen ärmer machen. Für mehr Konvergenz in Europa bräuchte man auch den Verzicht auf einen Teil an nationaler Souveränität.“

Wirtschaftsministerin Christine Lagarde in der *Frankfurter Allgemeinen Zeitung*, 17. Mai 2010

Déjà au mois de mars, l'éditorialiste économique Martin Wolf publiait dans *Le Monde* et dans le *Financial Times* une analyse faisant état de « *cauchemar à Berlin* » : « *Les Allemands estiment, à tort, que la solution consisterait à ce que chaque membre de la zone ressemble à leur pays. Or l'Allemagne ne peut être l'Allemagne – avec sa discipline budgétaire, sa faible demande intérieure et son énorme excédent d'exportations – que parce que les autres ne le sont pas.* » Après avoir estimé que le modèle économique actuel « *viole le principe d'universalité du plus grand philosophe allemand, Emma-*

*nuel Kant* », l'auteur demande que « *l'Allemagne doit devenir moins allemande si elle veut que la zone euro le devienne plus* ». Christine Lagarde n'avait pas manqué au mois de mars, dans un entretien avec le *Financial Times*, de critiquer le fait que les excédents allemands et le refus de Berlin de stimuler davantage la demande intérieure étaient un fardeau pour les autres pays européens. Berlin avait réagi avec modération, par la voix d'une porte-parole déclarant qu'« *il est plus profitable de réfléchir ensemble à une stratégie de croissance plutôt que d'obliger certains à se retenir artificiellement* ». La presse allemande, dans son ensemble, bien que très critiquée face aux hésitations de la chancelière, avait réagi avec sévérité aux propos de la ministre française, pour dénoncer une France « *qui, avec sa politique industrielle d'Etat, déforme en permanence la concurrence internationale, et exige désormais du gouvernement de Berlin qu'il réduise l'excédent commercial* » (*Die Welt*) ou encore l'industrie française « *en voie de rétrécissement* », qui, selon la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « *n'est pas un modèle pour la survie dans une économie mondialisée* ». Quant à la *Süddeutsche Zeitung*, elle soulignait que « *celui qui veut avancer devrait s'orienter en prenant l'exemple du meilleur sans chercher à l'entraîner vers son faible niveau* ».

C'est dans les pages du *Monde* que le sociologue et philosophe allemand Ulrich Beck a dénoncé « *le nouvel unilatéralisme qui sacrifie l'Europe à la stabilité de l'euro* » et dit « *non à l'Allemagne du repli* », tant dans le domaine économique que dans celui de la politique extérieure ou dans celui des interventions de la *Bundeswehr* à l'étranger.

*Le Nouvel Observateur* explique que « *l'Allemagne n'est plus totalement cette puissance économique qui fabriquait uniquement de la prospérité* ». Est-elle pour autant « *contre l'Europe* », comme le suggère le titre du reportage (avec tout de même un point d'interrogation) ? : « *L'Europe d'aujourd'hui, plus intergouvernementale et plus française, heurte profondément son mode de pensée et de fonctionnement. L'attitude de Nicolas Sarkozy se présentant au sommet de Bruxelles comme le grand sauveur de la Grèce n'arrange rien.* » Signe des temps : « *La chancelière a d'ailleurs quitté brusquement le débriefing des journalistes allemands sans lui serrer la main* », relève le magazine.

Olivier Breton, directeur du mensuel *Paris Berlin*, note que la crise grecque et les démarches diplomatiques européennes du 9 mai 2010 pour sauver l'euro ont mis en exergue les différences considérables qui restent vives entre la France et l'Allemagne : « *A la responsabilité allemande répond la solidarité française ; à la vertu, la générosité ; au calcul et à la stratégie de la physicienne Merkel, la fougue et l'enthousiasme de l'avocat Sarkozy.* »

Dans *Le Figaro*, le philosophe français André Glucksmann, critiquant le nouvel égoïsme allemand, résume la position de Berlin par un vibrant « *Adieu Paris, bonjour Moscou* », qu'il réitère dans un entretien avec l'hebdomadaire dominical *Welt am Sonntag* : « *Le couple franco-allemand, moteur de l'Europe, ne fonctionne plus depuis longtemps, mais les politiques ne veulent pas le savoir.* » L'ancien ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement demande pour sa part que l'on fasse pression sur l'Allemagne en menaçant de créer un euro franc et un euromark et constate que la France, pour de nombreux Allemands, n'est plus un vrai partenaire, tout au plus « *une terre de tourisme* ».

L'hebdomadaire *Le Point* avait senti « *la dispute de tous les dangers* » dès le mois de mars en notant que « *les échanges aigres-doux entre la France et l'Allemagne sont mal venus* ». Une semaine plus tard, l'économiste Nicolas Baverez désignait l'Allemagne comme « *bouc émissaire du déclin français* » et écrivait qu'« *il n'est pas légitime de prétendre réhabiliter le slogan du traité de Verdun selon lequel l'Allemagne paiera pour pérenniser la sous-compétitivité et les déficits chroniques d'une majorité de pays de la zone euro* ». Au demeurant, « *la force retrouvée de l'économie allemande constitue non seulement l'un des rares atouts de la zone euro, mais le dernier point d'ancrage justifiant les taux d'intérêt favora-*

*bles dont bénéficie un pays comme la France* ». Christian Makarian, dans le même magazine, rappelait que François Mitterrand avait songé, en créant l'euro, à voir la monnaie allemande de l'époque se dissoudre dans la monnaie européenne : « *C'est l'inverse qui s'est produit. L'euro est devenu le deutsche mark.* »

### Brüssel ist Schuld

*„Ein gebeuteltes Griechenland, das nicht in der Lage ist, seine Schulden zu tragen. Ein abgehängtes Portugal, dem bald Spanien und Irland folgen. Eine Eurozone, die zusammenbricht, und Märkte, die durchdrehen. Noch vor wenigen Wochen schien diese Aussicht undenkbar. Heute stehen wir wegen des offenkundigen Scheiterns desselben Europas vor einem Abgrund. Durch ständige Aufschiebe, Spaltungen und Inkohärenz ist die EU hauptverantwortlich für die griechischen Krämpfe, die die Welt erschüttern.“*

*Libération, 28. April 2010*

Pourtant, estime pour sa part le *Handelsblatt*, une action concertée est possible malgré les prises de bec entre la France et l'Allemagne : « *Au lieu de polémiquer à coups de bons conseils et de scénarios extrêmes, au risque de provoquer la rupture, les deux pays doivent assumer leurs responsabilités et faire des propositions constructives afin d'éviter, à l'avenir, des crises comme celle que connaît la Grèce.* » L'hebdomadaire *Die Zeit* signale que « *les pays du Sud ne sont pas les seuls à avoir péché par excès d'optimisme pendant la crise* ». L'Allemagne est visée : « *L'exemple allemand montre bien que les responsables politiques persistent à se reposer aveuglément sur les rentrées futures au lieu de réduire les dépenses du jour.* »

### Frankreich und Deutschland im Zentrum der Euro-Krise

Das Resümee der Meinungen führender europäischer Politiker und Finanzexperten sowie deutscher und französischer Presse-Kommentare zur Krise des Euro, die der Autor *Revue* passieren lässt: Die amerikanische Finanzkrise 2008, die Weltwirtschaftskrise 2009 und die zur Euro-Krise ausgeuferte Griechenlandkrise 2010 haben in Europa zu einer Vertrauenskrise geführt, die laut *Handelsblatt* nur durch entschiedenes Handeln und konzertierte Aktionen der europäischen Kernländer Deutschland und Frankreich überwunden werden kann. (Zur Entwicklung der Euro-Krise siehe die Chronologie der Monate April bis Juni 2010.)

Red.